

Réconciliation nationale

Le Hcrrun démarre l'indemnisation des victimes non vulnérables dans quatre préfectures des Plateaux

PAGE 3



POLITIQUE



Préparatifs des prochains rendez-vous électoraux

Des comités communaux du MJU installés dans le Golfe

Le Mouvement des jeunes Unir (MJU) a officiellement installé les sections communales de la région politique ...

PAGE 2

SPORTS



Pratique du golf

La BOA promeut un sport peu connu au Togo

Dimanche 06 mai dernier, une délégation composée des responsables de la Bank Of Africa (BOA) Togo et quelques clients ont par ...

PAGE 11

Finance inclusive

Le processus de digitalisation des financiers passe à sa deuxième phase

PAGE 11



Manifestations de la C14 cette semaine

Le gouvernement réaffirme les précédentes mesures de sécurité

Pour la énième fois, la coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise annonce des manifestations pour le mercredi 9 et samedi 12 mai suivies d'un meeting d'information, le dimanche 13 mai. Toujours animé par le souci de préserver les intérêts de tous les Togolais, le gouvernement a non seulement tenu une réunion avec les représentants de la coalition, mais aussi a réaffirmé par une correspondance à ce regroupement les mesures de sécurité, notamment le changement des itinéraires.

PAGE 3

EDITO

Les trois raisons de l'échec de la C14

Pour au moins trois raisons, le statu quo politique avec le blocage du dialogue, marque l'échec de la Coalition des 14 partis de l'opposition, celle en qui certains Togolais ont eu confiance - à tort, rappelons-le - au lendemain des événements du 19 août 2017, en espérant une certaine « rupture ».

A ceux qui ont du mal à y croire, nous demanderions simplement d'aller consulter les archives sonores de radio Victoire FM, qui recevait hier le confrère Dimas Dikodo, Directeur du journal « Forum de la Semaine », pour le réécouter avec ces précisions sur des motifs inavoués du déclenchement de cette crise, qui n'était qu'un pur montage pour saboter la tenue du Sommet Israël- Afrique qui était prévu pour se tenir à Lomé. « Le gros des financements étrangers perçus par le PNP provient du Qatar et a été à la base des soulèvements dans plusieurs villes du Togo le 19 août 2017 », a lancé comme un missile Dimas Dzikodo. C'est suffisant pour...

PAGE 3

Découverte du Qatar

Destination sans visa pour diplomates

La coopération entre les pays du sud et les nations émergentes reste un facteur clé pour un développement intégral. C'est dans cette dynamique que l'Etat togolais noue des partenariats avec les pays du Moyen-Orient à l'instar du Qatar. Le chef de l'Etat a effectué en ce début de mois à Doha, la capitale du Qatar, un déplacement qui s'est conclu par la signature d'un accord...

PAGES 6&7



	SOMMAIRE	Lutte contre la corruption en Afrique Macky Sall veut renégocier les contrats d'exploitation des ressources naturelles 	Développement Les objectifs et stratégies de mobilisation du PND connus 	Biennale de l'art africain contemporain Laeila Adjovi sacrée Grand Prix du Dak'Art 2018 	Les déchets électroniques Une réelle menace pour l'environnement et la santé 	Salon international « Elite » L'édition 2018 satisfaisant, selon les organisateurs 
		P 4	P 5	P 9	P 10	P 11

Préparatifs des prochains rendez-vous électoraux Des comités communaux du MJU installés dans le Golfe

Le Mouvement des jeunes Unir (MJU) a officiellement installé les sections communales de la région politique du Golfe, le samedi 05 mai dernier.

L'installation des comités locaux du MJU dans toutes les préfectures est placée, selon les premiers responsables de ce mouvement, dans le cadre du processus de maillage du territoire national. Cette action vise à occuper d'une façon permanente le terrain conformément aux décisions issues du premier congrès statutaire du Parti tenu les 28 et 29 octobre 2017 à Tsévié.

Au total, six comités

municipaux ont été investis dans la région politique du Golfe par les membres du bureau national. Occasion pour ces derniers de féliciter les nouveaux représentants du MJU dans les six communes du Golfe, notamment, Baguida, Bè-Est, Bè-Ouest, Bè-Centre, Aflao-Gakli et Aflao-Sagbado. Après les compliments adressés aux membres des différents comités communaux pour leur engagement et leur militantisme, le bureau national les a exhortés au

travail pour l'occupation du terrain. Il s'agit de «resserrer les rangs et d'occuper le terrain pour faire briller notre grand Parti lors des prochaines échéances électorales qui pointent à l'horizon», a affirmé Mey Gnassingbé, délégué chargé des sections préfectorales et militants du MJU.

Cette cérémonie d'installation de ces comités a été aussi l'occasion pour les jeunes d'échanger avec le bureau national au cours des rencontres



Photo de famille de la coordination nationale et des comités communaux

unies, véritables cadres d'échanges et de partages sur des questions d'actualité et sur la vie du Parti Union pour la République. Par ailleurs, le MJU a déjà installé les sections

préfectorales dans toutes les régions du Togo notamment dans les Savanes, dans la Kara, dans la Centrale, dans les Plateaux, dans la Maritime et aussi à Agoè-Nyivé.

La rédaction

Bas-Mono / Logowomé-Agboépémé Installation du CVD

Le Comité villageois de développement (CVD) de Logowomé-Agboépémé, dans le canton d'Attitogon, à 5 km au sud d'Afagnan, a été installé le 28 avril 2018. Le bureau composé de 7 membres et est dirigé par Mme Galley Akouvi Djifa pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. Le bureau a pour mission de coordonner les actions de développement du village en suscitant chez

la population locale l'esprit de développement de leur communauté. Il s'agit aussi pour le CVD d'organiser des réunions publiques dans le domaine de développement, son plan villageois à court, moyen et long terme et d'évaluer les moyens à mettre en œuvre en vue de satisfaire les besoins.

Le point focal du ministère de Développement à la Base, Mme Amouzou Essi Florence a exhorté le nouveau bureau au travail, en vue de relever le défi de développement de la localité.

Cinkassé / Violence sur le genre Sensibilisation sur les conséquences

Le Groupe de réflexion et d'action, Femme, Démocratie et Développement (GF2D) en partenariat avec l'ONG Kpaal N'paak basée à Cinkassé a organisé le 20 avril 2018 une causerie débat sur les violences basées sur le genre à l'intention des populations du village de Bondantchale à environ 20 km à l'est de Cinkassé.

Inscrite dans le cadre du « Projet d'appui à la réduction de la mortalité maternelle et infantile en Afrique et Haïti », l'objectif de cette causerie débat a été de renforcer les stratégies d'intervention des acteurs sur la prévention et l'accompagnement des femmes et filles victimes de violence au sein des communautés.

L'assistance a été entretenue par M. Djame Yempabe et Mme Dialo Ricko, tous animateurs à l'ONG Kpaal N'paak sur les différents types de violences, les causes et les conséquences. Les orateurs ont ensuite édifié l'assistance sur les causes et les conséquences de ces types de violences, puis invité les couples à promouvoir le dialogue, la tolérance, le pardon mutuel et la patience en cas de crise au sein des foyers.

Kloto Education sur les affections oculaires et la malvoyance

Une soixantaine de parents d'enfants souffrant d'affections oculaires et de malvoyance de la région des Plateaux ont pris part du 30 avril au 2 mai dernier à Kpalimé, à un atelier de formation sur la prise en charge de leurs enfants handicapés visuels sous le thème « Activités de la Vie Journalière, Orientation et Mobilité ».

Il a été question d'outiller ces parents en vue d'une meilleure prise en charge de leurs enfants handicapés visuels chez eux. Outre il s'est agi de les instruire sur les différents stades de développement de l'enfant déficient visuel ; de leur donner des notions pour l'accompagnement de leurs enfants dans la réalisation des activités de la vie journalière, de l'orientation et de la mobilité.

Initiée par l'Association togolaise des aveugles (ATA) de concert avec la Croix rouge togolaise (CRT) a reçu l'appui financier de Christoffel Blindenmission (CBM) Gemeinsam Erreichen, la Fondation Lions d'Allemagne, le Ministère allemand du Développement Economique et la Radio allemande RTL, dans le cadre du projet prévention de la cécité infantile au Togo, tourne autour du thème.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG. LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution: Togo Express

Tirage: (2000 exemplaires)

EDITO

...faire un recul, aujourd'hui, plus de 8 mois après le déclenchement de cette crise, et se poser cette question, dont la réponse pourrait guider beaucoup de Togolais : quelle était la réelle et véritable intention du PNP en lançant ses mouvements, par-delà l'utopiste revendication fondée sur le Retour à la Constitution de 1992 ou rien ? A ce propos, nous sommes fondés de nous demander : était-ce vraiment une promesse à tenir, d'obtenir

coûte que coûte ce « Retour à la Constitution de 1992 » - d'ailleurs irréalisable au regard de la configuration politique actuelle du Togo, si on tient compte du jeu sacré de la majorité en démocratie - un engagement solennel devant le peuple ou tout juste un discours qui devait faire rêver et faire se soulever et sans une suite concrète ? Seul Tikpi Atchadam, et personne d'autre que lui, est habilité à répondre à cette question. Tikpi Atchadam, ses amis de circonstance, ses

thuriféraires de la C14, ses transhumants... ont beau crier aujourd'hui qu'ils ont toujours une solution miracle, la réalité qui est aussi claire que l'eau de la roche est que nous sommes tous confrontés à un blocage. Et pour cause ! Il nous avait promis la rupture. Nous en sommes loin, très loin... Et pour enfin aborder les trois raisons qui marquent l'échec de la C14, face au présent verrouillage, disons premièrement : ce discours à la base des soulèvements, un discours cousu de fil blanc,

une véritable nébuleuse faisant croire à un retour et non à une Réforme ou à une révision constitutionnelle. Ce qui n'est pas un signe de la démocratie. Deuxièmement, en foulant au pied des principes d'un dialogue - respect mutuel, respect des articles du code édicté entre acteurs et de la position d'un facilitateur...- la C14 n'a pas vu la tendance s'inverser, le cours des choses changer, l'opinion manifester son irrecevabilité des fantasmes qu'on lui a vendu plus de 8 mois durant.

Troisièmement et enfin, si le blocage donne la trouille et la peur bleue à une seule personne aujourd'hui, c'est à la C14. Car le pouvoir tient à la tenue des rendez-vous électoraux dans les délais légaux, ce qui n'est autre que la recommandation de la Cédéao qui a dernièrement commis officiellement deux facilitateurs pour la question togolaise. Ces derniers attendent plus, le pas de la C14, que celui du gouvernement qui est déjà clair et légal.

Dieudonné Korolakina

Manifestations de la C14 cette semaine

Le gouvernement réaffirme les précédentes mesures de sécurité

Pour la énième fois, la coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise annonce des manifestations pour le mercredi 9 et samedi 12 mai suivies d'un meeting d'information, le dimanche 13 mai. Toujours animé par le souci de préserver les intérêts de tous les Togolais, le gouvernement a non seulement tenu une réunion avec les représentants de la coalition, mais aussi a réaffirmé par une correspondance à ce regroupement les mesures de sécurité, notamment le changement des itinéraires.

Le gouvernement constate avec amertume la persistance de la coalition à violer les recommandations du facilitateur, en prévoyant de manifester à nouveau pour les questions qui sont en cours de discussion au sein du dialogue inter-togolais, mais prend acte de cette attitude regrettable et en tire toutes les conséquences qui s'imposent. Toutefois,

en raison des plaintes liées à la gêne que causent les manifestations, les anciens itinéraires empruntés par la coalition ne sont plus acceptés.

Pour assurer le droit de manifester garanti par la Constitution, «le gouvernement recommande de nouveaux itinéraires pour les marches des 09 et 12 mai 2018 conformément aux dispositions des

articles 12, 13, 14 et 16 de la loi n° 2011-010 du 16 mai 2011, fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques ». Ces itinéraires sont les mêmes que ceux fixés pour les manifestations des 25, 26 et 28 avril 2018. Pour le meeting du 13 mai, le stade d'Ablogamé est la place recommandée.

En ce qui concerne l'intérieur



Yark Damehane, ministre de la Sécurité et Payadowa Boukpepsi de l'Administration territoriale

du pays, les manifestations demeurent interdites dans les villes de Sokodé, Bafilo et Mango pour des raisons de sécurité. Les autres localités convenues d'un commun accord sont Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Anié, Tchamba, Bassar, Dankpen, Niamtougou, Tandjouaré et Dapaong. Les représentants de la coalition sont invités à se mettre en rapport avec les préfets pour déterminer les nouveaux itinéraires.

On se rappelle il y a quelques jours que la coalition avait rejeté ces mesures. Mais comme le chef de l'Etat l'a réaffirmé dans son discours du 27 avril dernier, force doit rester à la loi et l'Etat veillera au bien-être de tous sans exception. Le souhait, cette fois-ci, est que la coalition revienne à de meilleurs sentiments, parce que la confrontation n'arrangera personne.

La rédaction

Réconciliation nationale

Le Hcrrun démarre l'indemnisation des victimes non vulnérables dans quatre préfectures des Plateaux

Le Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun), a démarré hier à Atakpamé l'indemnisation des victimes non vulnérables de 2005 de quatre préfectures de la région des Plateaux.

C'est dans une atmosphère empreinte d'émotion et de reconnaissance que les victimes venus en grand nombre ont accueilli la délégation du Hcrrun pour le démarrage de cette opération. Ce lundi 7 mai 2018 restera sans aucun doute gravé dans leurs mémoires, comme le jour où leur statut de victimes a été véritablement reconnu. Dans son ouvrage, « il n'y a pas d'avenir sans pardon », le célèbre archevêque anglican du Cap en Afrique du Sud, Desmond Tutu, écrit que « les réparations consistent à redonner de la dignité aux victimes ».

On ne répare jamais assez un préjudice, les montants qui seront payés, sont symboliques. « Acceptez de pardonner, de recevoir ces montants symboliques et acceptez de tourner la page pour qu'enfin nous construisions notre pays », a insisté Awa Nana Daboya, présidente du Hcrrun. Pour cette première phase, 63 victimes seront indemnisées dans la préfecture d'Amou, 43 dans le Wawa, 84 dans l'Akebou et 476 dans l'Ogou. La préfecture de l'Ogou avec comme chef-lieu Atakpamé, a été l'un des epicentres des événements de 2005 qui ont endeuillé

notre pays. On y recense un grand nombre de victimes. C'est pourquoi une attention particulière est accordée à cette localité par le Hcrrun pour une guérison durable. L'opération qui vient de débuter hier, se déroulera pendant deux semaines. Pour les victimes, c'est un réel soulagement de savoir qu'une page de l'histoire de notre pays est sur le point d'être tournée. « Cette opération d'indemnisation est un acte fort et nous l'accueillons favorablement. Nous savons pardonner, mais nous ne pouvons pas oublier. Ce qui s'est passé ici à Atakpamé en 2005, était vraiment horrible, et nous



Les victimes ont fait nombreux déplacements

espérons ne plus le revivre », s'est confiée une victime qui venait de recevoir son chèque.

Pour l'ancien Premier ministre, Joseph Kokou Koffigoh, l'une des personnalités qui ont vécu les événements malheureux de l'ère démocratique au

Togo, et qui est personne ressource auprès du Hcrrun, l'important pour notre pays aujourd'hui, c'est de créer les conditions pour qu'il n'y ait plus de ces victimes à l'avenir. Justement, c'est l'objectif que poursuivent nos autorités et vivement qu'il soit atteint.

Edem Dadzie

Lutte contre la corruption en Afrique**Macky Sall veut renégocier les contrats d'exploitation des ressources naturelles**

Discours populiste ou réelle déclaration d'intention ? L'on ne saurait vraiment élucider avec exactitude l'intention du président sénégalais à la 3^e Assemblée générale de l'Association des autorités anti-corruption d'Afrique (AAACA) à Dakar, le vendredi 4 mai 2018. Renégocier les contrats relatifs à l'exploitation des ressources naturelles avec les multinationales, telle a été la nouvelle posture du président sénégalais qui plaide par là pour une harmonisation des législations en la matière pour que l'Afrique tire enfin pleinement profit de son potentiel.

«Le moment est venu de renégocier tous ces contrats portant sur les ressources naturelles en Afrique», a estimé le chef de l'Etat sénégalais à l'occasion de l'ouverture, vendredi dernier, de la 3^e Assemblée générale de l'Association des autorités anti-corruption d'Afrique (AAACA) à Dakar. On aurait cru entendre le discours d'un chef de mouvement ou d'une association panafricaniste. Peut-être, ces propos sont-ils tenus pour encourager ou donner un tonus à la dynamique qui s'installe progressivement en faveur d'une revalorisation des richesses africaines et d'une prise de conscience des potentialités du continent.

Ou encore, le président Sall regrette-t-il déjà les contrats passés entre les multinationales pour l'exploitation des ressources du pays ?

De toute façon, cette position du président, quelques semaines après de vives critiques essuyées à propos d'un contrat signé avec la multinationale Total, peut-être perçue comme une réponse positive vis-à-vis des inquiétudes soulevées par le leader du parti des Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef-Les Patriotes).

En effet, Ousmane Sonko a estimé que le contrat de recherche et de partage de production liant l'Etat et la

multinationale Total autour des blocs pétroliers et gaziers de Rufisque offshore profond et Ultra Deep Offshore est tout juste un «bradage» des ressources du pays au profit de la métropole qui en tire tous les bénéfices au moment où le pays supporte les grandes charges.

A cette assemblée du vendredi 4 mai 2018, le président Sall a reconnu le caractère inégalitaire des conventions sur l'exploitation des ressources naturelles en Afrique et plaide pour une harmonisation des législations africaines pour pallier à cette situation. Et il prévient : «Si nous ne nous arrêtons pas à un moment donné, l'Afrique

**Macky Sall**

continuera à voir ses ressources naturelles partir. Et nous n'aurons plus que le trou béant abandonné après l'exploitation de nos mines, de nos carrières, de notre pétrole et de notre gaz. (...) Donc, il faut des renégociations pour toutes ces conventions. C'est un grand combat. Il faut aussi que l'Afrique harmonise ses législations ».

Mais pour l'ex-inspecteur des impôts et président

du Pastef-Les Patriotes, ce sont de vains mots. Le président Sall n'aura pas le courage de renégocier ces contrats. Car, estime-t-il, «Ces multinationales ont verrouillé leurs contrats, de même que leurs clauses financières...Macky Sall est pris dans un étau par un système qu'il sert et qui défend prioritairement les intérêts des étrangers sur ceux des Sénégalais ».

Alexandre Wémima**Mali / Présidentielle 2018****IBK sera candidat à un 2^e mandat**

Le chef de l'Etat malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a été investi candidat à l'élection présidentielle du 29 juillet par une coalition de près de 70 partis, dimanche 6 mai, lors d'une réunion à Bamako.

**Ibrahim Boubakar Keita**

«A la demande de son parti et de ses alliés politiques, le président malien IBK accepte d'être candidat à la présidentielle de juillet», a déclaré Bocary Tereta, président du Rassemblement pour le Mali (RPM), la formation présidentielle, principale composante de la coalition soutenant M. Keïta. Une cérémonie d'investiture sera organisée à une date non précisée par M. Tereta. Le président sortant, âgé de 73 ans et qui avait été

élu en 2013 pour cinq ans, n'était pas présent à cette réunion, tenue devant 3 000 personnes. Lors d'une rencontre samedi avec sa coalition, M. Keïta, qui n'a pas encore officiellement annoncé sa candidature, avait affiché sa disponibilité. «Nous sommes prêts à resservir ce pays de toutes nos forces», avait-il déclaré. Son investiture pour l'élection présidentielle intervient après le lancement, le 29 avril, d'une coalition d'une soixantaine de partis

politiques et associations pour «l'alternance et le changement». Les membres de ce regroupement, parmi lesquels Soumaïla Cissé, chef du principal parti d'opposition, Tiébilé Dramé et plusieurs candidats déclarés à la présidentielle, s'engagent à «mettre fin à l'immense gâchis qu'a été le quinquennat finissant», selon leur manifeste.

Le gouvernement malien a officiellement convoqué le 27 avril le corps électoral pour le scrutin du 29 juillet. Près d'une dizaine de candidats se sont déjà déclarés, dont un ancien premier ministre de M. Keïta, Moussa Mara ; un de ses anciens ministres, Mohamed Ali Bathily ; le maire de Sikasso (sud), Kalifa Sanogo ; le riche homme d'affaires Aliou Boubacar Diallo ; l'ancien ministre et militaire Moussa Sinko Coulibaly ; ainsi que deux hauts fonctionnaires internationaux, Modibo Koné et Hamadoun Touré.

Le Monde**Burkina-Faso****Blaise Compaoré fait fondateur et président d'honneur du CDP**

On pouvait dénombrer entre 5000 et 7000 militants vêtus des couleurs rouge et blanc du parti de l'ancien chef de l'Etat burkinabé. Pour ce 7^e congrès de l'ancien grand parti au pouvoir pendant plus de 20 ans, l'ex-président toujours en exil a été nommé président d'honneur du parti qu'il a lui-même fondé en 1996.

Malgré son absence, l'ombre de l'ancien chef de l'Etat était présente. Affiches, slogans, et images de l'ex-président ont dominé la salle du palais des sports de Ouaga 2000, où sont réunis les congressistes.

Et pourtant, le congrès n'avait pas pour ordre du jour unique, Blaise Compaoré. Les congressistes étaient réunis pour renouveler les instances dirigeantes du parti. Eddie Komboïgo, un expert-comptable de 51 ans et proche de Blaise Compaoré, a été réélu de justesse, face à son challenger, Boureïma Badini, ancien ministre de la justice sous Blaise.

Eddie Komboïgo est donc le candidat qui représentera le parti du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) à l'élection présidentielle de 2020. Mais avant, cette élection devrait être validée par Blaise Compaoré, devenu président d'honneur et «garant de l'unité et des orientations politiques du parti ».

Ce qui fait de l'ancien chef de l'Etat, pourtant absent du territoire burkinabé, l'arbitre en dernier ressort des décisions du parti, l'autorité qui valide aussi bien, le choix du candidat à l'élection présidentielle que les propositions d'union ou de fusion avec d'autres partis.

Alexandre Wémima

Développement

Les objectifs et stratégies de mobilisation du PND connus

A la suite de la mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape) depuis 2012, le gouvernement togolais a opté, pour le compte des quatre années à venir pour un programme de développement. Le Programme national pour le développement (PND), annoncé depuis l'année dernière par le ministère en charge de la Planification devrait être opérationnel dès le mois prochain. Le coût total du programme a été rendu public hier lundi.

Prévu pour accompagner l'émergence de l'économie togolaise, le PND nécessite une mobilisation financière de l'ordre de 6.5 milliards francs CFA. Pour le compte de cette stratégie, la particularité est la participation de l'Etat togolais au financement des différents axes contenus dans le plan. Le gouvernement togolais compte sur les ressources tant publiques que privées en vue de l'atteinte des différents objectifs contenus dans le plan. Estimé à 62.6% du financement total, la participation de l'Etat togolais se subdivise en ressources publiques propres et en financement du secteur privé togolais. Plus concrètement, ce sont plus

de quatre milliards de francs CFA qui seront injectés sur la base des ressources locales. Pour ce fait, le gouvernement togolais compte essentiellement sur la poursuite des réformes fiscales. Il s'agira ainsi pour celui-ci, d'œuvrer en faveur d'une augmentation plus accrue et continue dans le recouvrement des recettes fiscales et douanières. La contribution du fisc aux ressources budgétaires étant estimée à plus de 60%, les recettes fiscales n'ont cependant pas atteint le cap des 800 milliards de francs CFA, l'objectif assigné par l'Etat à l'organisme en charge de la collecte des recettes fiscales.

Depuis le vote de la loi de

Finances exercice 2018 en décembre dernier, l'Etat togolais, sous le coup de sa dette publique, a fait le choix, en accord avec ses partenaires financiers internationaux, de se désengager des investissements publics. Dans les textes du PND, le gouvernement compte ainsi sur le secteur privé pour la création de richesse et d'emplois dans l'économie togolaise. Au-delà, celui-ci table également sur la mise en œuvre de réformes en faveur du développement des infrastructures à la base. A terme, le gouvernement espère un taux de croissance moyen de 5%. Le facteur politique lié au déchirement entre pouvoir et oppositions serait à l'origine des



Kossi Assimaïdou, minist du Plan

prévisions peu optimistes sur l'économie togolaise. Les différents scénarios mis en scène par les experts fixent le taux de croissance à 4.6% et 7.3% variant des situations catastrophiques à une conjoncture la plus heureuse de l'économie togolaise.

Trois secteurs porteurs de croissance

L'amélioration du climat des affaires, le

Programme national d'Investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Pniasan) et le Fonds Tirsal sont les trois secteurs identifiés par le gouvernement comme porteur de croissance. Avec l'appui du Fonds Tirsal, le Pniasan devrait booster la production agricole avec notamment les garanties de financement aux acteurs de l'agriculture.

Awih Essoyodou

Actionner l'assurance-vie en Afrique

Quatre propositions de Christian Kazumba

Dans une tribune publiée par le site d'informations financière FinancialAfrik, le directeur général du groupe Adkontakt Christian Kazumba, informe que le taux de pénétration des assurances (vie et non vie) peut être estimé à 1% du PIB en Afrique francophone (zone «CIMA»).

Pour expliquer le fait, il cite, en particulier, l'omniprésence de freins sociaux et culturels, qui induisent, par exemple, une préférence marquée des Africains pour le placement dans la terre ou dans la pierre, plutôt que pour la constitution d'une épargne financière régulière de précaution. Dans son analyse, M. Kazumba identifie quatre leviers qui pourraient être actionnés rapidement, afin que l'assurance-vie trouve une place de choix dans le quotidien des ménages africains.

Un cadre fiscal incitatif La fiscalité de la succession est, en règle générale, réduite à sa plus simple expression en Afrique francophone. En conséquence, ce qui a contribué à l'essor de l'assurance vie en France, à savoir une imposition allégée pour les ayants droit en cas de

transmission du capital, n'a pas lieu d'être au sud du Sahara, martèle-t-il. Pour lui, le législateur africain pourrait songer à «octroyer un avantage fiscal systématique (réduction d'impôt sur le revenu) pour inciter certains employés, cadres ou fonctionnaires à s'orienter davantage vers ce type de placements». Des rendements beaucoup plus dynamiques

En zone « CIMA », l'autorité de régulation interdit formellement aux compagnies d'assurance d'investir les primes collectées sur les marchés financiers extérieurs (Bourse de Paris, de New York, de Tokyo etc.) et limite leurs interventions à des marchés domestiques très récents et donc peu matures (moins de quarante sociétés sont dénombrées à la cote de la Bourse régionale des valeurs mobilières

localisée à Abidjan...), déplore-t-il. La logique «protectionniste» de cette décision rend très complexe l'optimisation de la gestion des actifs collectés et fait obstacle, parfois, à la distribution de rendements positifs nets de frais à la clientèle.

Des canaux de distribution beaucoup plus adaptés L'assurance vie subsaharienne peut-elle être commercialisée massivement par le biais des réseaux d'agences bancaires, à l'instar de ce qui a été réalisé en France ? Bien sûr que non ! Les taux de bancarisation en Afrique noire sont les plus faibles de la planète (10 à 15% maximum) et la densité bancaire y est la moins élevée (une agence pour 200 000 habitants en RD Congo). Par conséquent, la «bancassurance» sera loin d'être suffisante pour « vulgariser »



Christian Kazumba, dg Adkontakt Mali & B. Faso

l'assurance des personnes au sein des populations subsahariennes. Il conviendra de s'acheminer vers d'autres solutions, principalement axées sur la numérisation, et notamment vers des partenariats entre assureurs et opérateurs de télécommunications. Ceci permettra de promouvoir l'assurance mobile et de profiter de l'essor du téléphone portable sur le continent.

Des produits davantage accessibles en termes de prix Entre 6% et 8% : telle est la moyenne des frais sur les versements pratiqués par certaines compagnies d'assurance vie en Afrique de l'Ouest. Cette

tarification élevée peut trouver sa justification dans le caractère très onéreux de la création et de l'entretien d'un réseau de points de vente physiques (groupes électrogènes, sécurité etc). Néanmoins, le développement de la distribution digitale pourra aboutir à une diminution substantielle des charges d'exploitation des assureurs et donc favoriser la mise en place de grilles tarifaires et de «tickets d'entrée» (cotisation minimale à verser) davantage accessibles à des populations locales dont 45%, en moyenne, vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour.

La rédaction

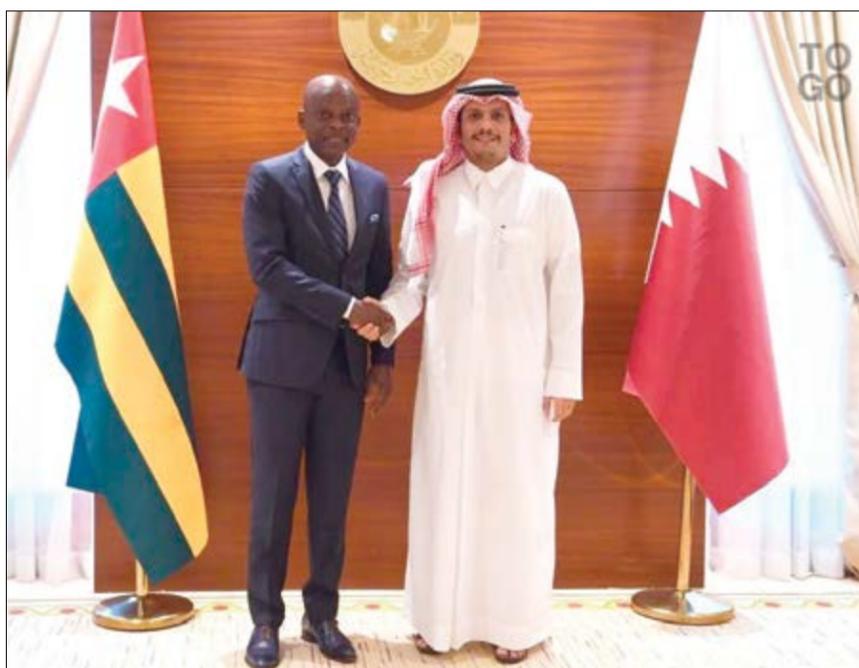
Découverte du Qatar

Destination sans visa pour diplomates

La coopération entre les pays du sud et les nations émergentes reste un facteur clé pour un développement intégral. C'est dans cette dynamique que l'Etat togolais noue des partenariats avec les pays du Moyen-Orient à l'instar du Qatar. Le chef de l'Etat a effectué en ce début de mois à Doha, la capitale du Qatar, un déplacement qui s'est conclu par la signature d'un accord sur l'exemption de visas diplomatiques et spéciaux entre les ressortissants des deux Etats. Pour mieux connaître ce pays émergent, TogoMatin vous propose dans ce dossier de découvrir le Qatar, pour mieux l'apprécier et pourquoi pas penser à le visiter un jour. Bonne lecture.

Coopération Togo-Qatar

Exemption de visa, accords et conventions



Robert Dussey et Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani

Le document touche globalement un partenariat économique basé sur des échanges gagnant-gagnant, un accord de coopération juridique, un mémorandum d'entente entre les chambres de commerce et d'industrie des deux Etats, ainsi qu'un mémorandum d'entente pour l'établissement de consultations politiques et diplomatiques sur les questions d'intérêt commun. Au-delà, la grande nouveauté du déplacement du chef de l'Etat est la signature d'un accord sur l'exemption pour les visas diplomatiques et spéciaux entre les citoyens des deux Etats.

Les accords et conventions signés sont au nombre de six. Ils portent notamment sur le Mémorandum d'entente pour l'établissement de consultations politique et diplomatique sur des questions d'intérêt commun

entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays, le Protocole d'entente et de coopération dans les domaines économique, commercial et technique, l'Accord de coopération sur la promotion et la protection réciproques des investissements. Ces accords entre le Togo et le Qatar concernent aussi l'Accord d'exemption réciproque de visa, l'Accord de coopération judiciaire et du Mémorandum d'entente entre la Chambre de commerce et d'industrie du Togo et la Chambre de commerce du Qatar.

Le déplacement de Faure Gnassingbé au Qatar est la manifestation de sa volonté de diversifier les relations de coopération avec divers pays du monde entier.

Carlos Amevor

Présentation générale du Qatar

Avec une superficie de 11 586 km² et une population de 2,6 millions d'habitants, l'Etat du Qatar est l'un des plus petits Etats du Golfe. En revanche, l'économie



Carte géographique de Qatar.

du Qatar est la plus dynamique de la région et la richesse par habitant y est la plus élevée. Devenu indépendant en septembre 1971 après 55 ans de protectorat britannique, le Qatar a refusé d'être intégré dans la Fédération des Émirats Arabes Unis. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, le pays est une monarchie dont les Émirats sont issus de la famille Al-Thani. Le 25 juin 2013, Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, qui avait accédé au trône en 1995, a abdicé en faveur du prince héritier, son fils Cheikh Tamim bin Hamad Al-Thani.

Climat
Le climat y est très aride et le total annuel des précipitations, d'ailleurs irrégulières, ne dépasse pas 70 mm. En été, il n'est pas rare de voir le thermomètre flirter avec les 50° C. En plus de la chaleur, un taux d'humidité très élevé rend

l'atmosphère étouffante. Grâce à un système de climatisation présent dans toutes les infrastructures (bureaux, centres commerciaux, commerces, mosquées, etc.), l'activité économique peut se prolonger tout au long de l'année. Néanmoins, le pays est souvent déserté les mois d'été par les autochtones, qui migrent vers l'Europe ou l'Asie du sud-est pour passer leurs vacances.

La géographie hostile du Qatar est un facteur supplémentaire de fragilité du pays. En effet, le fort déficit hydrique se voit doublé par une insécurité alimentaire chronique (le Qatar importe 95 % de sa nourriture). Dans ce cadre, l'émirat cherche à sécuriser ses importations alimentaires de manière durable afin de réduire sa dépendance.

Démographie et immigration

Lors de l'indépendance du pays en 1971, la population du Qatar était estimée à 122 000 personnes. À l'époque, la majorité des habitants sont des autochtones issus des différentes tribus qui peuplent

le territoire. Certaines sont installées dans les centres de peuplement situés sur la côte. D'autres restent attachées au mode de vie ancestral bédouin et parcourent les terres arides de l'intérieur du pays. Cependant,

l'urbanisation massive et les bouleversements apportés par l'introduction du mode de vie occidental consécutif à l'exploitation des hydrocarbures modifient substantiellement la structure démographique du pays. Majoritaires lors de l'indépendance, les Qataris deviennent minoritaires à mesure que le besoin de main-d'œuvre fait affluer des travailleurs étrangers. Cette évolution n'est pas l'apanage exclusif du Qatar ; elle concerne l'ensemble des pétromonarchies de la région.

Le pays fait face à une immigration constante qui provient principalement de deux régions du monde. Ce

sont d'abord les travailleurs du sous-continent indien, majoritairement sous-qualifiés, qui arrivent par milliers chaque année et sont employés dans les domaines de la construction, des travaux publics, des plateformes pétrolières ainsi qu'en tant qu'employés de maison (chauffeurs, femmes de ménage etc). Un autre contingent d'immigrés plus qualifiés provient des pays arabes, en particulier du Proche-Orient, du Soudan et du Maghreb. Leur affectation concerne les secteurs de l'éducation, des services ou des ministères (affaires religieuses, enseignement, intérieur, culture, etc.).

étaient prévues pour le 30 juin 2013, mais elles ont été annulées.

Zoom sur Doha



Qatar doha

La municipalité de Doha est une municipalité du Qatar en Moyen-Orient. Elle compte 1 450 000 habitants sur une superficie de 132 km². La densité de population de la

Municipalité d'Doha est donc de 10 984,8 habitants par km². Le Climat désertique sec et chaud est le climat principal de la municipalité d'Doha.

Religions et minorités

Au Qatar, comme dans l'ensemble de la région du Golfe, l'islam est religion d'État et constitue le principal vecteur de l'identité nationale. Contrairement à une idée répandue, on ne peut réduire la pratique de l'islam dans la société qatarie au wahhabisme. Même s'il est indéniable qu'une partie de la population autochtone revendique son adhésion à cette forme rigoriste de la religion musulmane qui domine en Arabie saoudite, il est erroné de croire qu'elle constitue le mode exclusif de la pratique religieuse. Près de 90 % de la population du pays est musulmane, la grande majorité étant d'obédience sunnite, même s'il existe une minorité chiite de l'ordre de 10 %.

Systeme politique

Le Qatar est une monarchie semi-autoritaire où l'émir concentre l'essentiel des pouvoirs. Une constitution provisoire fut promulguée avant l'indépendance en 1970, puis amendée le 19 avril 1972. En juillet 1999, l'émir Cheikh Hamad met en place un comité chargé de proposer une constitution permanente. Celle-ci est adoptée par référendum le

29 avril 2003 et est entré en vigueur le 9 juin 2004.

Composée de 150 articles, elle jette les bases du fonctionnement de l'État. L'article premier énonce que « le Qatar est un État arabe, souverain et indépendant » et que « sa religion est l'islam et la charia sa principale source de sa législation ». Tout au long des différents chapitres qui jalonnent ce texte fondateur du Qatar moderne, on décèle une aspiration à faire la jonction entre système monarchique, libertés politiques et inspiration islamique.

Clé de voûte des institutions, le personnage de l'émir est au centre du pouvoir. Son rôle, son statut et ses prérogatives sont largement précisés, ainsi que celles de la famille Al Thani. Même si la Constitution définit le système politique comme « démocratique » et que la volonté des autorités a été, à grand renfort de publicité des médias internationaux, d'annoncer l'adoption de cette nouvelle constitution qualifiée de « libérale », il n'en demeure pas moins qu'elle maintient le Qatar dans le giron des monarchies dynastiques.

Conseil consultatif du Qatar

Le Conseil consultatif du Qatar ou Majils al-Shura se compose de 45 membres, dont trente sont élus au suffrage universel et 15 sont nommés par l'émir. Les partis politiques ne sont pas autorisés

au Qatar. Seuls les citoyens du Qatar peuvent occuper un poste ministériel.

Le rôle législatif du Conseil est limité, le pouvoir législatif appartenant à l'émir. Les premières élections législatives

Caractéristiques de la ville



Bâtiment du gouvernement à Doha

Construite entre mer et désert, Doha, capitale du Qatar, abrite 80% de la population qatarie et de nombreux étrangers. Résolument moderne, la ville accueille les ambassades, les instances internationales, des centres commerciaux géants et de très grands hôtels. Elle conserve cependant son riche passé d'oasis, et a su préserver ses traditions comme les traces de son histoire.

Historique

Doha est fondée en 1850 sous le nom d'Al Bidda. Son futur nom de Doha ferait référence à un arbre proéminent du village (de Ad-Dawha, "le grand arbre") ou au terme arabe "dohat" désignant

une baie, un golfe.

En 1867, pendant la guerre contre le Bahreïn, Doha subit de lourdes pertes matérielles et est partiellement détruite. L'année suivante, le protectorat britannique nomme Muhammad bin Thani cheikh de Doha, puis dirigeant du Qatar. La ville deviendra, en 1916, la capitale du Protectorat britannique du Qatar.

La découverte de pétrole dans les années 1930 relance l'économie moribonde des dernières années. L'exploitation des gisements pendant la Deuxième Guerre mondiale sauve Doha de la dépression ; la relance est ensuite fulgurante, accentuée par la découverte de gaz naturel.

Pharmacies de garde de Lomé du 7 au 14 / 5 / 2018

St RAPHAEL	Marché Atikpodji	22 21 84 26
Ste RITA	Rue Doulassamé	22 20 90 16
St ANTOINE	1048, Av lib	22 21 29 64
DEO GRATIAS	Kotokou-Kondji	22 21 83 31
AMESSIAME-BE	Marché de Bè	22 21 49 74
ADJOLOLO	58, Rue Franz j.	22 21 05 13
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
GBOSSIME	Gbossimé	22 22 50 50
SOURCE DE VIE	Face Protestant	22 22 45 71
St PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER	Tokoin Forever	22 26 11 77
HEDZRANAWÉ	HEDZRANAWÉ	22 26 49 61
NOTRE DAME	d'Hedzranawoe	22 42 74 04
KOUÉSSAN	Kegué	23 20 04 57
INTERNATIONALE	Bd Haho	22 26 89 94
FIDELIA	Bè-Kpota	22 71 95 95
SARAH	Adakpamé	22 27 09 25
ELI-BERÉCA	Adidogomé	22 51 22 82
LA REFERENCE	Bar Madiba	22 51 12 12
BONTE	SEGBE, Wonyomé	22 36 28 50
JAHNAP	Djidjolé-Gakli,	22 51 22 86
SOLIDARITE	Avédji vakpossito	22 50 37 07
ENOULI	Station d'Agbalepedo	22 25 90 68
ORCHIDEE	LLEO 2000	22 47 42 87
APOLLON	Avédji	22 31 01 07
AGOE-NYIVE	'Agoè-Nyivé	22 25 83 38
ESPACE VIE	Agoe Logopé	22 32 87 20
APOU ANTOINE	Agoè-Nyivé	22 19 12 15
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi,	22 45 79 69
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53
DE L'EDEN	Baguida	22 52 13 98

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Remerciements

Son Excellence Monsieur Dama DRAMANI, Président de l'Assemblée Nationale, Le Chef de Canton de Goubi, OBA AKPALIGBO III, La famille AFFO-DOGO de Goubi, La famille AFFO-OGALAGBO de Goubi, Monsieur AFFO-DOGO Yaya Moussa, Urbaniste à la retraite, L'Amicale des Ressortissants de Goubi à Lomé, Ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur très chère et regrettée AFFO Egan Kidé Awawou épouse AFFO-DOGO survenu au CHU Campus de Lomé le dimanche 29 Avril 2018 dans sa 64ème année. L'enterrement a eu lieu le vendredi 04 mai dans



son village natal à Goubi. Touchées par des diverses marques de sympathie et d'affection, les familles parentes et alliées, dans l'impossibilité de vous toucher individuellement vous prie de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
 Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Exerçons-nous

3 chickens = 60
 1 chicken + 2 baskets of eggs = 26
 1 basket of eggs + 2 bananas = 15
 1 chicken + 1 basket of eggs × 2 bananas = ???

Blague du jour

Ma sœur quand le Président se déplace, il y'a plusieurs véhicules identiques dans le cortège. C'est pour embrouiller les ennemis pour qu'il ne sache pas dans quel véhicule il est.

Ma chère, si ton gars a plusieurs go, c'est pour embrouiller les sorciers pour qu'il ne sachent pas que c'est toi la titulaire pour te manger. Donc ne te fâche pas quand tu me verras sortir avec des go. C'est pour ton propre bien.



Biennale de l'art africain contemporain

Laeila Adjovi sacrée Grand Prix du Dak'Art 2018

La journaliste et photographe béninoise, Laeila Adjovi a remporté le Grand Prix Léopold-Sédar Senghor de la 13^e édition de la Biennale d'art africain contemporain de Dakar.



Adjovi

D'origine béninoise, Laeila Adjovi a reçu cette distinction, en plus d'un trophée, des mains du chef de l'Etat sénégalais Macky Sall qui a présidé la cérémonie officielle marquant l'ouverture du Dak'Art 2018, au Grand Théâtre de Dakar.

Les œuvres photographiques pour lesquelles Adjovi a été primée sont baptisées « Malaïka, Dotou, Sankofa ». D'après la lauréate, « Malaïka » signifie l'ange en swahili, et « Dotou » qui veut rester droit, en fon un dialecte béninois. Quant à la photographie « Sankofa », c'est le symbole akan (Ghana) de l'oiseau messager, qui vole la tête vers l'arrière. Selon Laeila Adjovi, c'est une manière d'inciter à apprendre du passé.

Nantie de diplômes de sciences politique et de journalisme, Laeila Adjovi est une reporter-photojournaliste et artiste plasticienne vivant à Dakar depuis 2010. Agée de 36 ans, la lauréate du Dak'Art 2018, aurait commencé à travailler dans la photographie documentaire à l'occasion d'un stage effectué à New Delhi.

Selon la photographe en service à la BBC, son œuvre était le fruit d'un travail collaboratif avec le photographe Loïc Hoquet, à qui elle dédie ce Grand Prix. La 13^e édition de la biennale de l'art africain contemporain de Dakar clos ses portes, le 2 juin prochain.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Festival Emergence

Préparation active de la cinquième édition

La 5^e édition du Festival Emergence est prévue du 13 au 18 novembre 2018. Le festival récence d'ores et déjà des films pour la grande compétition. Un appel à candidatures est donc lancé afin que les cinéastes puissent soumettre leurs productions à ladite compétition.

L'initiative de ce festival cinématographique est du cinéaste togolais Joël M'Maka Tchadre. Faire la promotion des films courts documentaires et fictions, tel se définit l'objectif du Festival Emergence. Ainsi, chaque année, des films sont en compétitions pour être primés.

Les promoteurs viennent de lancer un appel à l'endroit des jeunes cinéastes, afin qu'ils puissent inscrire leurs œuvres. Pour participer à ce grand concours, il faut être africain et aussi disposer d'une durée de moins de 30 min.

D'après les promoteurs, tout se déroulera en



Affiche-festival-emergence

ligne. Les candidats ont jusqu'au 30 septembre prochain pour envoyer leurs œuvres en sélection pour la 5^e édition du festival Emergence via le lien : <http://emergencefestival.org/index.php/inscription/>.

L'édition précédente a primé 5 films dans différentes catégories des 23 sélectionnés venus de 11 pays d'Afrique dont la Tunisie, le Maroc, le Sénégal, le Gabon et le Togo.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Cinéma

Les cinéastes sud-africains en deuil !

Un cinéaste sud-africain a été tué le week-end dernier par une girafe alors qu'il prenait des vues dans une réserve à l'extérieur de Johannesburg. Il s'agit du cinéaste Carlos Carvalho.

Le réalisateur Carlos Carvalho, âgé de 47 ans et père de deux enfants aurait reçu un coup de tête mortel de la part d'une girafe au moment où il réalisait de près des images en gros plan de l'animal.

« Nous ne nous sentions pas menacés. La girafe semblait juste curieuse », a expliqué un témoin de la scène au site du Telegraph.

Du coup l'animal, nommé Gerald, a pris de l'élan avant d'asséner un coup sur la tête du cinéaste. Carlos a été transporté à l'hôpital Milpark, mais il a succombé à ses blessures.

Selon le propriétaire du parc hôtelier et animalier Glen Afric Country Lodge, la girafe n'a rien fait de mal. « Carlos Carvalho n'aurait pas "respecté les règles" de

sécurité, qu'il connaissait », a précisé le propriétaire au site Sunday Times. « Quand vous dépassez les limites, vous prenez un risque et vous en payez le prix », a-t-il ajouté.

En 2013, Carlos Carvalho avait travaillé comme directeur de la photographie sur le film d'Andrew Mudge, The Forgotten Kingdom.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Lire

« Le Premier Jour » de Marc Levy. Ed Robert Laffont. 2009 Pp 180-181»

« ...Une statue d'Atlas domine la grande salle du palais, sur le sol trois gigantesques cartes en marbre représentent, pour l'une un hémisphère occidental, pour l'autre un hémisphère oriental et pour la troisième une carte des étoiles. Jan Vackeers fêterait bientôt ses soixante-seize ans, il en paraissait dix de moins. Il entra dans la Burgerzaal, foula la Voie lactée, marcha sur l'Océanie, traversa l'océan Atlantique d'une enjambée et poursuivit son chemin

vers l'antichambre où l'attendait son rendez-vous. Quelles sont les nouvelles? demanda-t-il en entrant. Surprenantes, monsieur. Notre Française bénéficie d'une double nationalité. Son père était anglais, un botaniste qui a passé une grande partie de sa vie en France. Rentré sur ses terres natales en Cornouailles, juste après son divorce, il y est mort d'un arrêt cardiaque en 1997. Le certificat de décès et l'autorisation d'inhumation figurent au dossier. Et la mère? Décédée elle aussi. Elle était enseignante en sciences humaines à la faculté d'Aix-en-Provence. Elle fut tuée en juin 2002, dans un accident de voiture. Le chauffard

qui l'a percutée avait 1,6 gramme d'alcool dans le sang. Épargnez-moi les détails sordides! Demanda Jan Vackeers. Une sœur, de deux ans son aînée, elle travaille dans un musée parisien. Fonctionnaire du gouvernement français? En quelque sorte. Il faudra en tenir compte. Venez-en à cette jeune archéologue, s'il vous plaît. Elle s'est rendue à Londres pour se présenter devant le jury de la Fondation Walsh. Et, comme nous le souhaitions, elle a remporté la dotation, n'est-ce pas? Pas exactement, monsieur, le membre du jury qui travaille pour nous a fait tout son possible mais le président n'était pas influençable. Votre

protégée partage son prix avec un autre candidat. Est-ce que cela sera suffisant pour qu'elle reparte en Ethiopie? Un million de livres sterling, c'est une somme qui devrait largement lui suffire à poursuivre ses recherches. Parfait. Avez-vous d'autres choses à m'apprendre? Votre jeune archéologue a fait la connaissance d'un homme au cours de la cérémonie. Ils ont poursuivi leur soirée dans un petit restaurant et à l'heure qu'il est, tous deux ... Je pense que cela ne nous concerne pas, interrompit Vackeers. A moins que vous m'annonciez demain qu'elle renonce à ses projets de voyage parce qu'ils ont

eu un coup de foudre l'un pour l'autre. Ce qu'elle fait de ses nuits lui appartient. C'est que, monsieur, nous avons aussitôt pris nos renseignements ; l'homme en question est un astrophysicien qui dépend de l'Académie des sciences britannique. Vackeers avança jusqu'à la fenêtre pour contempler la place en contrebas. Il la trouva encore plus belle de nuit que de jour. Amsterdam était sa ville et il l'aimait plus que toute autre. Il en connaissait chaque ruelle, chaque canal, chaque édifice. Je n'aime pas beaucoup ce genre d'imprévu, reprit-il. Astrophysicien dites-vous? ... »

Les déchets électroniques

Une réelle menace pour l'environnement et la santé

Les appareils électroniques et leurs accessoires après utilisation sont souvent stockés à domicile, dans les ateliers des réparateurs ou encore à l'air libre sur les dépotoirs. Pourtant et comme la plupart des gens l'ignorent, ces déchets représentent une grave menace pour l'environnement et la santé humaine.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont une catégorie de déchets constitués des équipements en fin de vie, fonctionnant à l'électricité ou via des champs électromagnétiques, ainsi que les équipements de production, de transfert et de mesure de ces courants et champs. Ce sont surtout des ordinateurs, imprimantes, téléphones portables, appareils photos numériques, réfrigérateurs, jeux électroniques, télévisions, photocopieuses, magnétophones, appareils stéréo, fax, etc.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) estime qu'entre 20 et 50 millions de tonnes de déchets électroniques sont

produites chaque année dans le monde. Les déchets électroniques pourraient avoir des effets de longue durée sur l'environnement. Quand ils sont éliminés de façon inadéquate (incinérés ou jetés dans des décharges au lieu d'être recyclés), des substances toxiques comme le plomb, le cadmium ou le mercure qui entrent couramment dans la composition des produits électroniques, peuvent contaminer le sol, l'eau et l'air.

Les conséquences des déchets électroniques, nommés également « e-déchets » sur la santé humaine, sont encore mal cernées. Un épidémiologiste du nom de Aimin Chen, professeur à la faculté de médecine de l'université de Cincinnati aux États-Unis,

souligne qu'il est urgent de « connaître ces effets afin d'éviter des risques inutiles auxquels sont confrontées certaines populations face à des décharges mal gérées qui contaminent l'air, le sol et l'eau ». Dans les pays en développement comme le Togo, où le recyclage est sans méthode voire juste informelle, le spécialiste pense que les femmes enceintes, et plus précisément le fœtus, ainsi que les jeunes enfants, courent des risques de neurotoxicité. En tant que consommateurs, nous détenons la clé du problème. Voici quelques façons d'agir concrètement :

Changer ses habitudes de consommation en réparant ses appareils, plutôt que de les changer. Donner ses vieux appareils encore en



Déchets électroniques

état de marche à des amis ou à des organismes de bienfaisance. Choisir des marques qui utilisent des produits recyclés ou qui proposent un programme de recyclage. Greenpeace publie souvent un classement éco-responsable des multinationales œuvrant dans l'électronique. Les magasins de vente d'appareils électroniques installés au Togo, doivent

commencer par proposer des programmes de recyclage. Les municipalités et autres administrations locales impliquées dans la protection de l'environnement et la santé, doivent créer des partenariats avec des entreprises de valorisation des déchets électroniques pour éviter aux populations de côtoyer ces dangers.

Edem Dadzie

Le recyclage

Une pratique à généraliser pour une utilisation rationnelle des ressources

Face au poids que représentent les modes de production et de consommation pour la mère planète, il devient indispensable de recycler.



Le recyclage est un procédé de traitement des métaux, plastiques, déchets, qui permet de réintroduire dans le cycle de production d'un produit, des matériaux qui composaient un produit similaire arrivé en fin de vie, ou des résidus de fabrication.

Le recyclage des déchets permet de sauver les ressources naturelles comme le bois (papier, carton), le pétrole (plastique), le sable (verre) ; sauver de l'énergie comme l'électricité utilisée pour fabriquer des produits que le recyclage évite de fabriquer. Certains déchets

sont brûlés pour fabriquer de la chaleur pour les usines ou le chauffage des maisons, dans les zones où il fait très froid.

Le recyclage permet aussi de réduire la pollution car on n'a pas besoin de fabriquer de nouveau certains objets comme les bouteilles de verre, canettes etc. On réduit ainsi le nombre de décharges qui sont polluantes et sales. Il permet de préserver l'environnement, car on a besoin de moins de matière naturelle. Voici quelques exemples de recyclage Papier/carton/brique alimentaire

Le papier est fabriqué à partir de fibres de bois. Le recyclage du papier permet de fabriquer du papier d'emballages, des journaux, du papier toilette etc.

Acier

La plupart des boîtes de conserve, des aérosols sont en acier. Il provient du minerai de fer ou de la refonte des aciers usagés. Il se recycle à l'infini et permet de fabriquer des pièces d'automobile, électriques ou d'autres emballages (boîtes, aérosols).

Aluminium

La plupart des canettes de boissons et des sont en aluminium. Il provient de l'affinage de la bauxite. Les emballages triés sont broyés puis fondus pour produire une nouvelle matière première. Bouteilles et flacons en plastique : issue du pétrole, il existe 7 sortes de plastique. Certains sont recyclables, comme les bouteilles et flacons en plastique, en plastique transparent ou les bouteilles de lait en plastique opaque.

Edem D.

Repas chauds dans les sachets Une pratique courante aux graves conséquences pour la santé

L'usage des sachets plastiques est devenu un réflexe pour les vendeuses d'aliments et leurs clients. Seulement les conséquences sanitaires sont encore ignorées malgré quelques sensibilisations.



Les matières plastiques au sens le plus large, sont des matériaux organiques constitués de macromolécule et produits par transformation de substances naturelles, ou par synthèse directe à partir de substances extraites du pétrole, du gaz naturel, du charbon ou d'autres matières minérales.

Les matières plastiques se composent des éléments comme le carbone (C), l'hydrogène (O), l'azote (N), le soufre (S), le silicium (Si), les phalatales et le bisphénol qui sont les plus incriminés. Le plastique est aussi composé des adjuvants, des catalyseurs et autres produits chimiques qui sont utilisés pour provoquer la polymérisation, pour teinter ou pour modifier ses propriétés. L'ennemi du plastique, c'est la chaleur. En effet les éléments toxiques contenus dans les sacs plastiques, ont la capacité de migrer vers les denrées alimentaires. Les risques sur la santé sont nombreux.

Des troubles digestifs peuvent survenir, dus à leur toxicité. La chute de la qualité du spermatozoïde et des maladies liées à l'appareil génital à travers les perturbateurs endocriniens. Sans oublier les risques de cancers. La prudence doit pousser les consommateurs à changer d'habitudes.

E.D.

Finance inclusive

Le processus de digitalisation des financiers passe à sa deuxième phase

La secrétaire d'Etat auprès de la présidence, chargée de l'inclusion financière et du secteur informel, Mazamesso Assih a donné le ton hier lundi, à la phase 2 du processus de digitalisation des services financiers au Togo.

En présence des responsables de la Direction de la Promotion de la Finance inclusive (DPFI), des professionnels et prestataires des services financiers décentralisés, Mme Assih a au cours d'un atelier convié les acteurs impliqués dans la digitalisation des services financiers à rendre effectif le soutien d'appoint de la télécommunication au service de la finance, au regard de la pression surtout sur les Systèmes

Financiers Décentralisés (SFD) d'évoluer vers la digitalisation des services financiers qu'ils offrent.

« L'engagement de mon département est de poursuivre l'accompagnement du secteur de la microfinance à réussir l'utilisation de la technologie au service de la finance au niveau des SFD. C'est pourquoi nous soutenons la phase 2 de la thématique de la digitalisation qui est centrée sur la gestion

des réseaux d'agents. La formation nous éclairera, entre autres, sur la conception et l'innovation des produits, l'implémentation de la technologie, la stratégie de distribution, la stratégie de partenariat, les structures de coûts et sources de revenus, et l'introduction au risque et la fraude dans la finance digitale », a déclaré la secrétaire d'Etat chargée de l'inclusion financière.

Selon la DPFI, cet atelier



Table officielle avec Mme Mazamesso et ses collaborateurs

va permettre de répondre au mieux à certaines interrogations émises mais non approfondies au cours

de la phase 1 du processus de digitalisation lancé il ya quelques semaines.

R. Zakari

Pratique du golf

La BOA promeut un sport peu connu au Togo

Dimanche 06 mai dernier, une délégation composée des responsables de la Bank Of Africa (BOA) Togo et quelques clients ont par leur présence rehaussé l'éclat de la finale du championnat national de golf.



Les joueurs de Golf

La présence du staff de la BOA à la finale du championnat national de golf n'a rien d'anodin. La banque fait partie des sponsors les plus importants de ce sport au Togo. Cette action, selon les responsables de la banque vise à faire connaître, aimer et démystifier le golf au public togolais.

« Bank of Africa a voulu montrer à la population qu'elle veut s'engager à démystifier ce jeu très passionnant. Au-delà des stratégies de communication qui s'appuient sur les événementiels, les relations publiques, la banque met aussi en place un terrain d'échanges et de partages avec ses clients», a expliqué René Guerard, responsable marketing communication et banque digitale de la BOA.

27 joueurs ont pris part à la compétition et ont remporté par ordre de mérite, des lots composés essentiellement d'équipements sportifs et autres.

La rédaction

Salon international « Elite »

L'édition 2018 satisfaisant, selon les organisateurs

Du 25 au 29 avril 2018, s'est tenue à l'université de Lomé, la deuxième édition du salon international Etudes et Formations dénommé « Elite ». Selon les organisateurs, le bilan est satisfaisant.

Co-organisé par la société Elom & Kekeli et la Global Youth Initiative de John Maxwell, en partenariat avec l'Université de Lomé, cette édition fut une occasion d'échanges et d'apprentissage pour les jeunes. plus d'une trentaine de conférences et ateliers ont été organisés pour permettre aux visiteurs de compléter leur information et à un public sélectionné de bénéficier d'une formation approfondie en développement personnel, leadership et en entrepreneuriat ; ce sont les sessions Youthmax et ils étaient plus de 700 jeunes venus des quatre coins du pays, des 5 régions du Togo pour profiter d'une solide formation dispensée par un collège d'experts internationaux du Burkina-Faso, de la Cote d'Ivoire, du Ghana et du Burundi.

De grandes conférences portant sur les offres de formation à l'Université de Lomé, l'orientation scolaire, la préparation à l'entretien d'embauche ont rassemblé des centaines de participants, de même que la finale du Concours d'Art Oratoire du Club Unesco



Stand d'une école de la place au Salon Elite

de l'Université de Lomé qui a rassemblé plus de 1000 personnes venues supporter leurs candidats.

Un panorama complet des filières d'études possibles après le bac, les meilleures offres de formations disponibles au Togo, mais aussi à l'étranger, ont été présentés avec la participation de grandes universités des pays comme le Ghana, le Nigeria, le Sénégal, le Canada, le Brésil, la France, la Côte d'Ivoire, la Chine, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre etc.

« Elite » a enregistré la participation de 94 exposants, soit une

augmentation de plus de 32% par rapport à 2017. Côté visiteurs, le salon a également enregistré une hausse de plus de 60%, avec près de 40.000 visiteurs. « Nous avons plusieurs motifs de satisfaction. Nos conférences ont été appréciées et nos salles étaient constamment remplies » s'est félicité le Dr Alexandre De Souza, président du Comité d'organisation. Pour la deuxième fois consécutive, l'Ecole maritime du Togo (Emarito), rafle le Grand prix du meilleur stand. Elite, c'est vraiment une Plateforme d'optimisation de nos talents (Pont).

La rédaction

Prêt CONSO

Tout pour vous plaire !



Spécial fonctionnaire

Jusqu'à

7
ans

Réponse en

72^{*}
h

Jusqu'à

12
millions F CFA

*Jours ouvrés



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



www.boa.togo.com